

# B. 1<sup>er</sup> pilier (FEAGA) : une PAC plus juste, plus verte, plus tournée vers les jeunes

## Les soutiens directs: 5 composantes

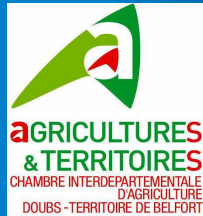
1. DPB et convergence interne
2. Paiement redistributif
3. Paiement vert
4. Aides JA
5. Aides couplées



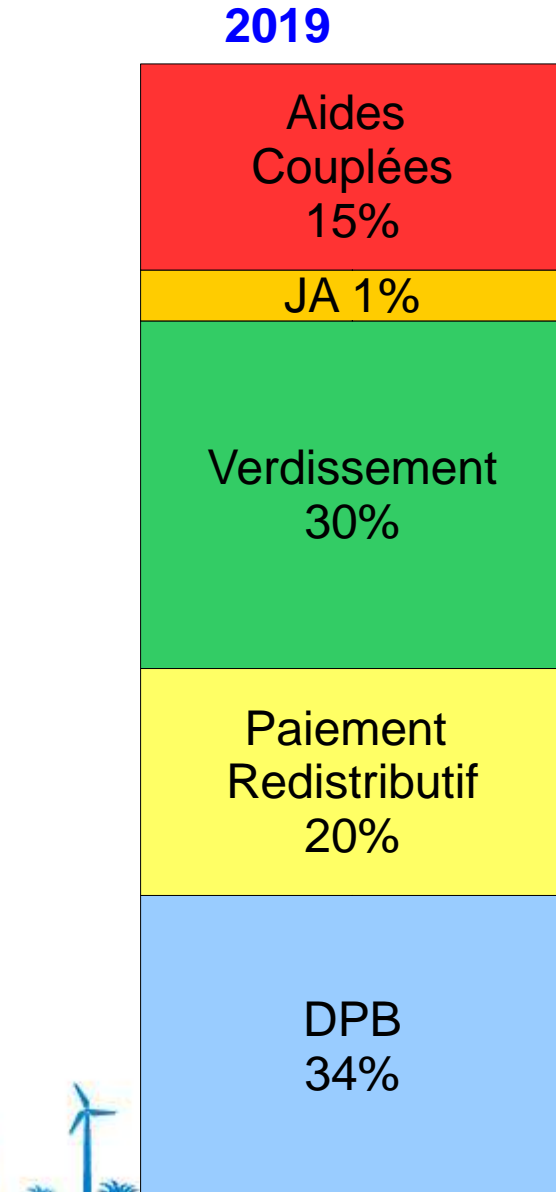
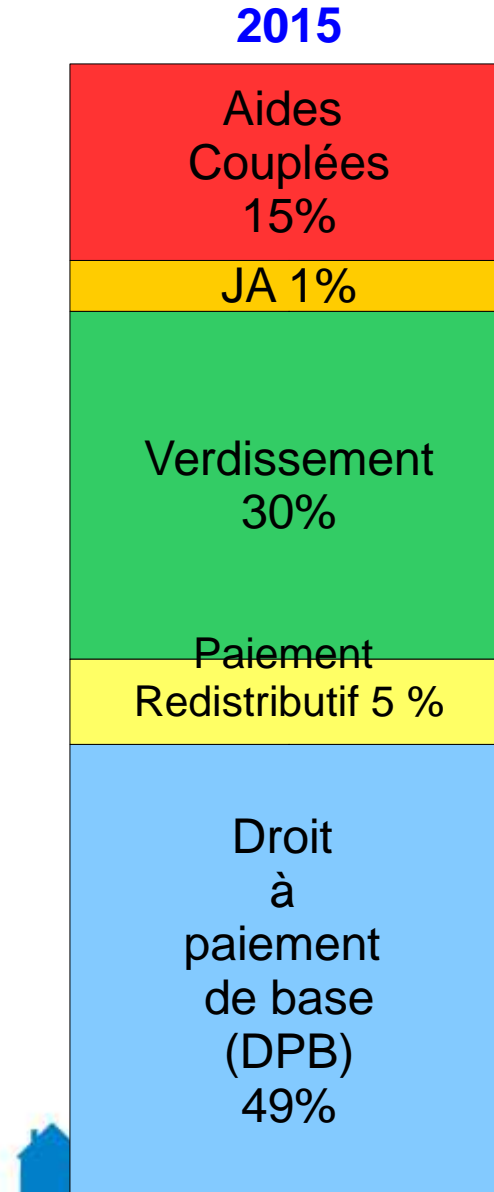
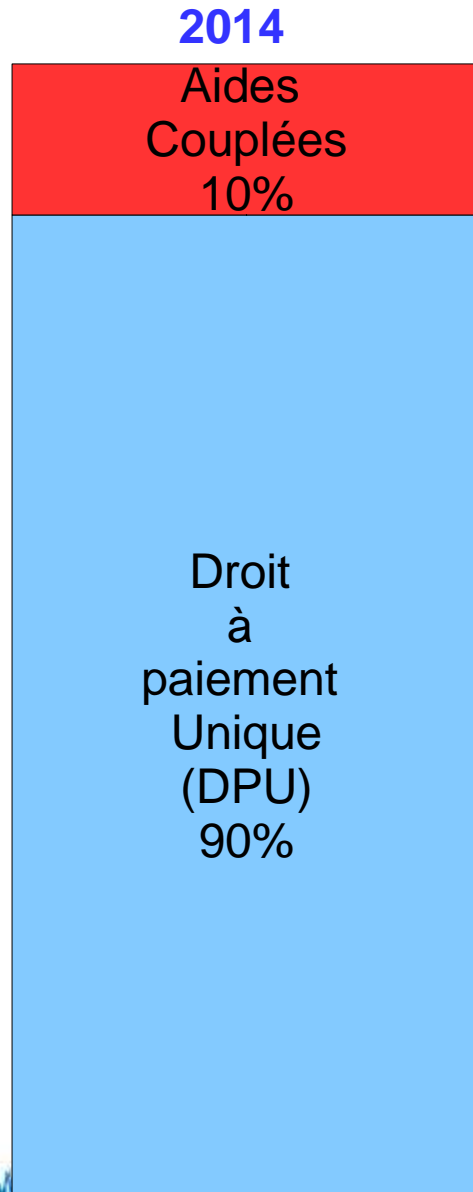
# 1. Evolution soutiens 1<sup>er</sup> pilier



AGRICULTURES  
PRODUISONS  
AUTREMENT



agriculture  
.gouv.fr  
alimentation  
.gouv.fr



## 2. Droits à paiement de base :

Les DPB ont une valeur initiale théorique calculée à partir de l'historique de l'exploitation

2014 : DPU moyen France = 268€ et DPU moyen Doubs = 172 €

2015 : DPB moyen France = 132€\* et DPB moyen Doubs = 85 €

Paiements  
DPU 2014  
90 %  
aides  
directes

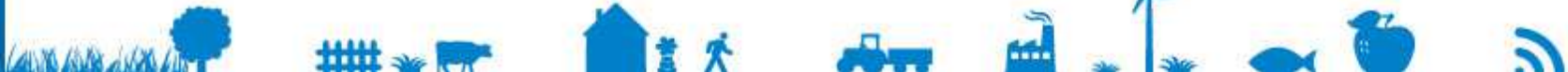


Montant initial théorique =  
« Part » de l'exploitant



Paiement  
DPB 2015  
49 %  
aides  
directes

\* estimation ministère



# Exemple de calcul de la **valeur initiale** des DPB exploitation de 116 ha avec DPU = 172€/ ha

2014 :

paiement DPU reçu =  $116 \times 172 = 19\ 952\ \text{€}$

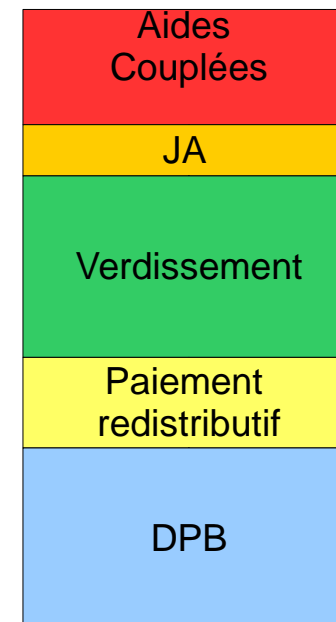
DPU exploitation / DPU France =  $172/268$  (DPU moyen France) = **64 %**

2015 :

DPB France estimé = **132€\***

DPB exploitation / DPB France =  $132 \times 64\ % = 85\text{€}$

Ce DPB moyen = **Valeur initiale non versée**  
à l'agriculteur mais sert de **point départ**  
**au calcul de la convergence interne**



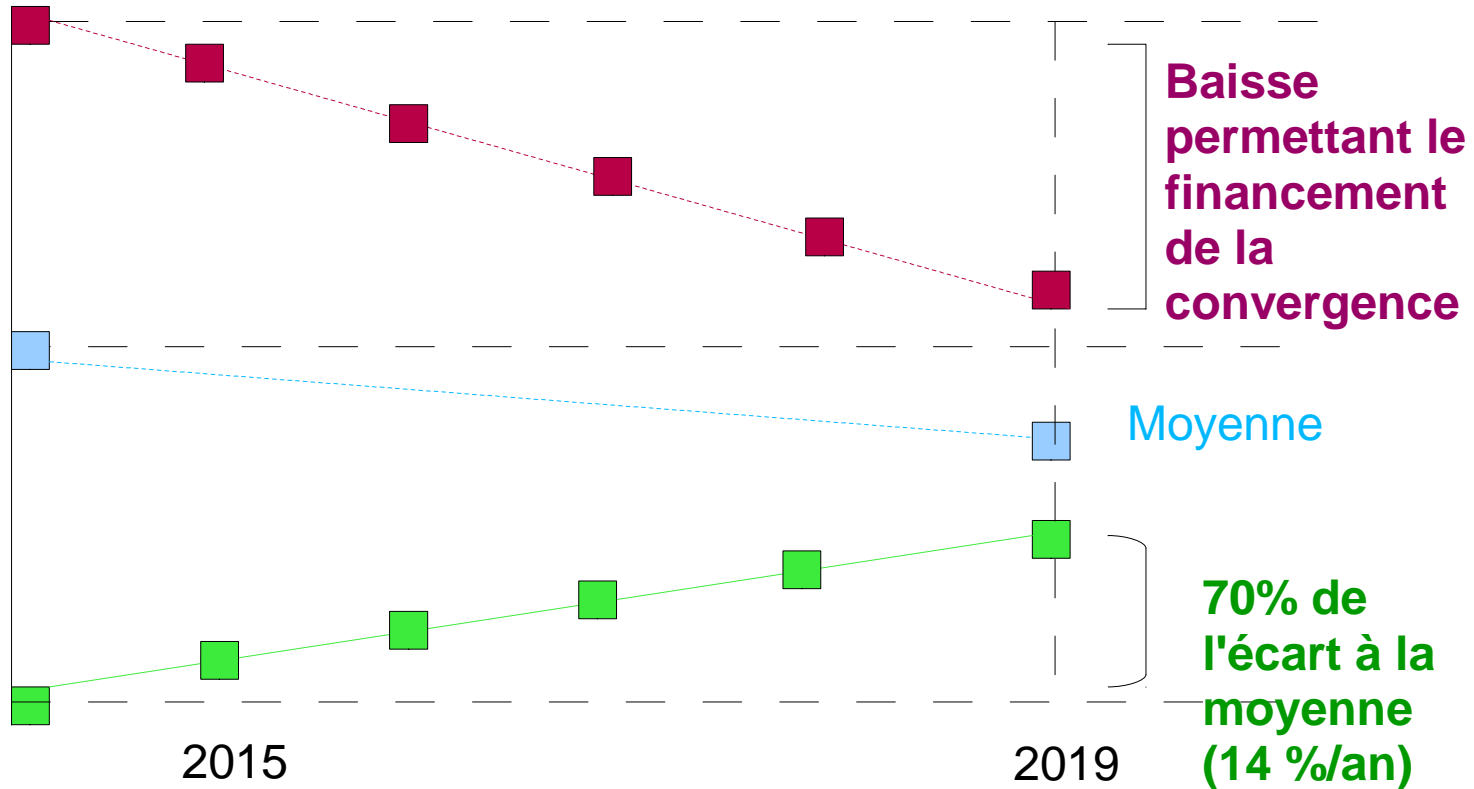
\*estimation ministère



# Convergence interne des DPB, une PAC plus juste



AGRICULTURES  
PRODUISONS  
AUTREMENT



Valeur initiale  
(non versée)

La valeur du DPB ne peut pas diminuer de plus de 30% entre sa valeur initiale et sa valeur en 2019

agriculture  
.gouv.fr  
alimentation  
.gouv.fr



# Exemple de calcul de convergence des DPB exploitation de 116 ha

Taux de convergence fixé à **70%** : la valeur des DPB inférieurs à la moyenne augmentera, en 2019, à hauteur de 70% de l'écart à la moyenne.

## Exemple

2015 : DPB France estimé = **132€\***  
DPB exploitation = **85€**, soit 64 % du DPB France

2019: sans convergence :  
DPB moyen France = **89€\*\***  
DPB exploitation = **57€**, soit 64 % du DPB France

### avec convergence :

Écart entre DPB moyen France et DPB exploitation :  $89€ - 57€ = 32€$   
Écart réduit de 70 % =  $0,7 * (89 - 57) = 22,4€$

DPB exploitation =  $57 + 22,4 = 79,4€$ , soit 89 % du DPB France

**\*\*Hypothèse retenue pour illustrer la convergence des aides : paiement redistributif à 20 % et paiement DPB = 34 % en 2019**

**\*estimation ministère**

18



# Pour bénéficiaire des DPB : Cas général

1/ Être agriculteur actif au 09 juin 2015 (déclaration PAC)

2/ Détenir un « ticket d'entrée » :

- Avoir reçu des paiements directs en 2013
- Avoir bénéficié de la réserve DPU en 2014
- N'avoir jamais détenu de DPU mais prouver une activité agricole en 2013



# Pour bénéficier des DPB

## Cas particuliers

Si changements depuis 2013, possibilité d'accéder au régime de paiement de base :

- Par clauses de transfert de ticket d'entrée et de références historiques – possibles entre fermier entrant et fermier sortant
- Par clauses de subrogation (installation, changement de statut, fusion, scission ....) - contacter avant votre déclaration votre juriste et/ou la DDT pour analyse au cas par cas
- Par l'allocation de DPB par la réserve (JA, nouveaux installés, désavantages spécifiques, force majeure)

➔ [Formulaires spécifiques à remplir pour le 09/06](#)





# Activation des DPB

**Création de DPB en 2015 en nombre égal aux hectares admissibles**

**Plus de DPU spéciaux non attachés au foncier**

**Application de la clause de gains exceptionnels : obligation de déclarer l'intégralité de vos surfaces exploitées**

**AGRICULTURES  
PRODUISONS  
AUTREMENT**



# Focus admissibilité des surfaces

Certains éléments du paysage (haies, bosquets, mares, ...) peuvent être admissibles dans certaines limites.

1/ Ces limites sont fixées par l'arrêté « BCAE » national (bonnes conditions agricoles et environnementales) = conditionnalité

2/ Ces éléments du paysage admissibles par les BCAE sont protégés et doivent être maintenus et déclarés

3/ Ils peuvent compter en surface d'intérêt écologique (SIE) pour les parcelles en terres arables.

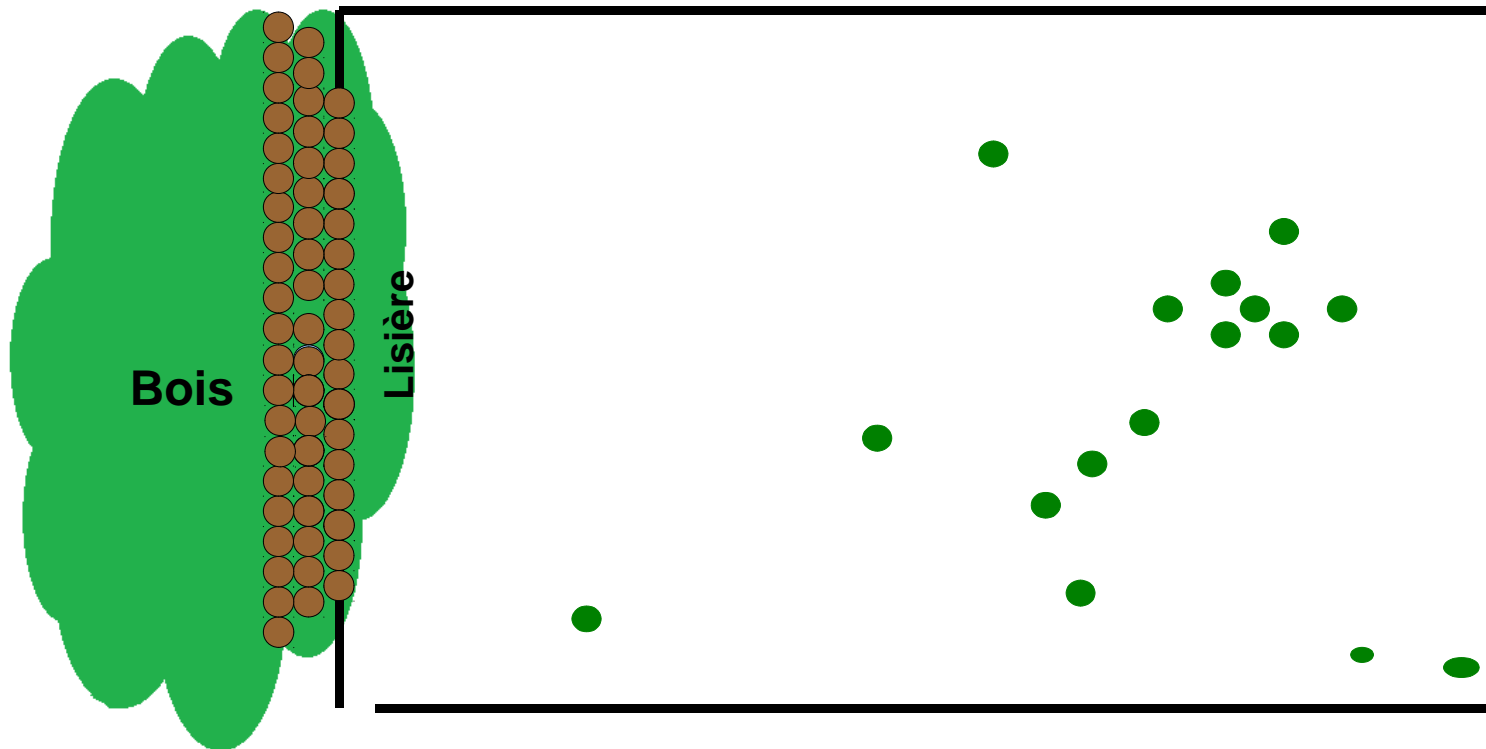


**Lisière :**

2014 : Admissible jusqu'à 5m

2015 : **NON admissible** : l'ilôt démarre à la première rangée de troncs

Elle peut compter en SIE sur les terres arables



**Arbres isolés :**

2014 : Admissibles dans la limite de 50/Ha

2015 : Admissibles dans la limite de 100/Ha

sur terres arables

Ils peuvent compter en SIE sur les terres arables

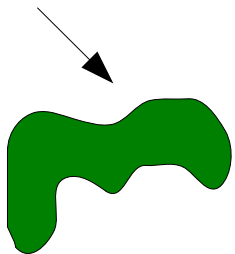
## Bosquets :

2014 : Admissibles si surface inférieure à 50 ares et 30m de large maxi et dans la limite de 5 % de la surface de l'îlot.

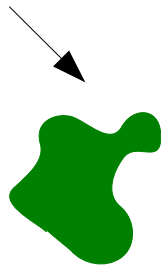
2015 : Admissibles si surface comprise entre 10 ares et 50 ares et **ces bosquets sont protégés par l'arrêté BCAE**

Ils peuvent compter en SIE sur les terres arables.

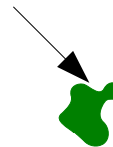
**Bosquet non admissible de 60 ares**



**Bosquet admissible de 40 ares**

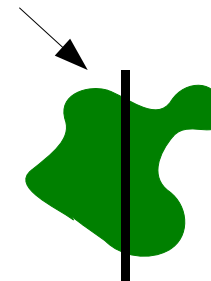


**Bosquet non admissible de 8 ares**



Mais bosquet pris en compte dans méthode du prorata pour les parcelles en prairies permanentes

**Bosquet à cheval sur l'îlot**



**Bosquet dont la surface est à prendre en compte dans son intégralité**

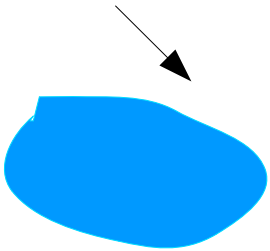
## Mares :

2014 : Admissibles et entraînent dans calcul des 5 %

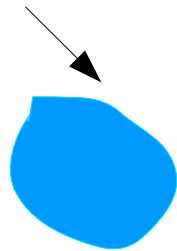
2015 : Admissibles si surface comprise entre 10 ares et 50 ares et **ces mares sont toutes protégées par l'arrêté BCAE**

Elles peuvent compter en SIE en terres arables.

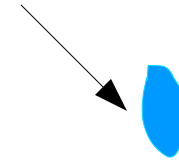
Mare non admissible  
de 60 ares



Mare admissible de  
40 ares



Mare non admissible  
de 8 ares



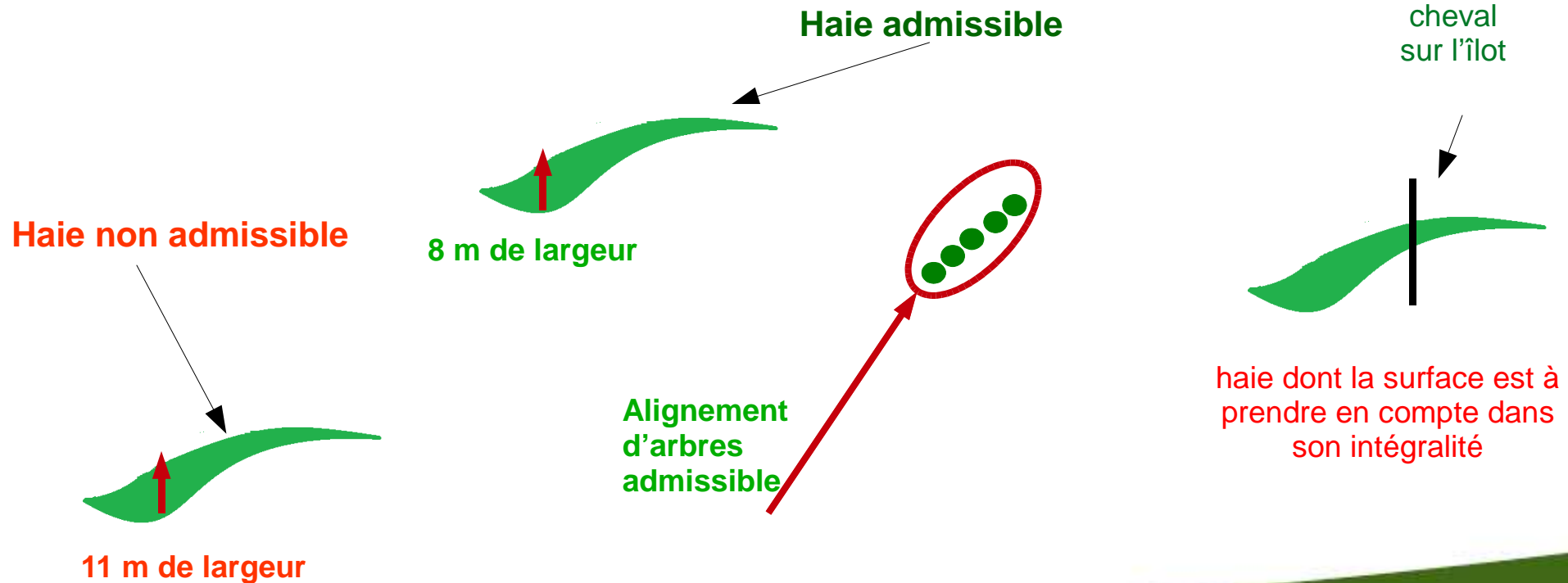
Mais mare prise en compte  
dans méthode du prorata pour  
les parcelles en Prairies  
permanentes

**Haies : Unité linéaire de végétation ligneuse** (arbres, arbustes, ronces, genêts ...)

2014 : Admissibles si emprise au sol maxi 4m

2015 : Admissibles si emprise au sol maxi 10m et **ces haies sont toutes protégées par l'arrêté BCAE.**

Elles peuvent compter en SIE sur les terres arables



# Points spécifiques

## Haies :

Les haies situées sur les parcelles agricoles sont toutes protégées et doivent être déclarées.

L'entretien, l'exploitation, la coupe à blanc et le recépage de ces haies sont autorisés en dehors de la période d'interdiction de travaux qui s'étend du 1<sup>er</sup> avril au 31 juillet – déclaration à la DDT non nécessaire

La destruction, le déplacement et le remplacement des haies nécessitent le dépôt d'une demande, au préalable, auprès de la DDT. Ces travaux ne pourront être réalisés qu'en dehors de la période d'interdiction - 1er avril au 31 juillet.

Bois pâturés et ressources fourragères ligneuses :  
surfaces admissibles

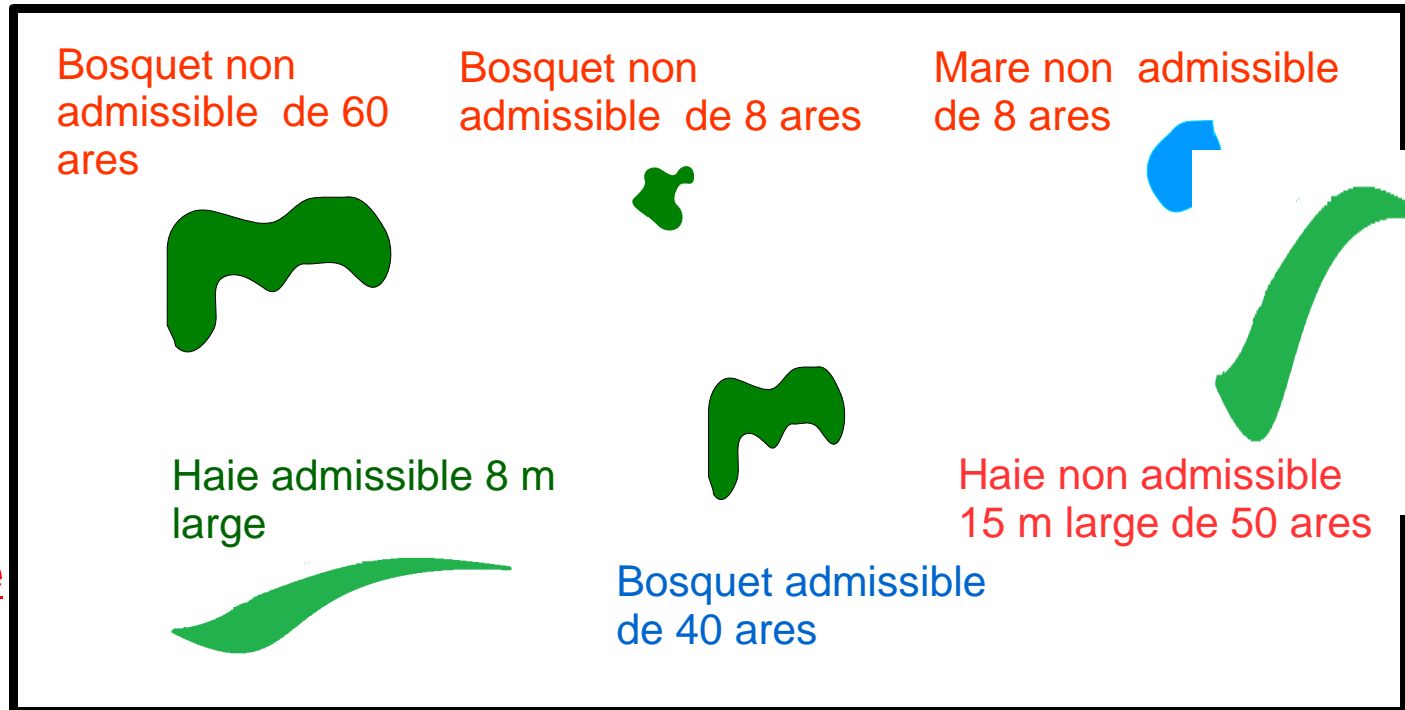


# Calcul de la surface admissible de la parcelle pour les terres arables (dont PT moins de 5 ans) :

surface admissible de la parcelle = surface parcelle - éléments de paysage non admissibles **de plus de 1 are** et/ou bâti non admissible

Surface parcelle  
: 7 ha

Surface non admissible  
: 1ha26



Surface admissible parcelle : 7 ha - 1,26 ha = 5 ha 74



AGRICULTURES  
PRODUISONS  
AUTREMENT



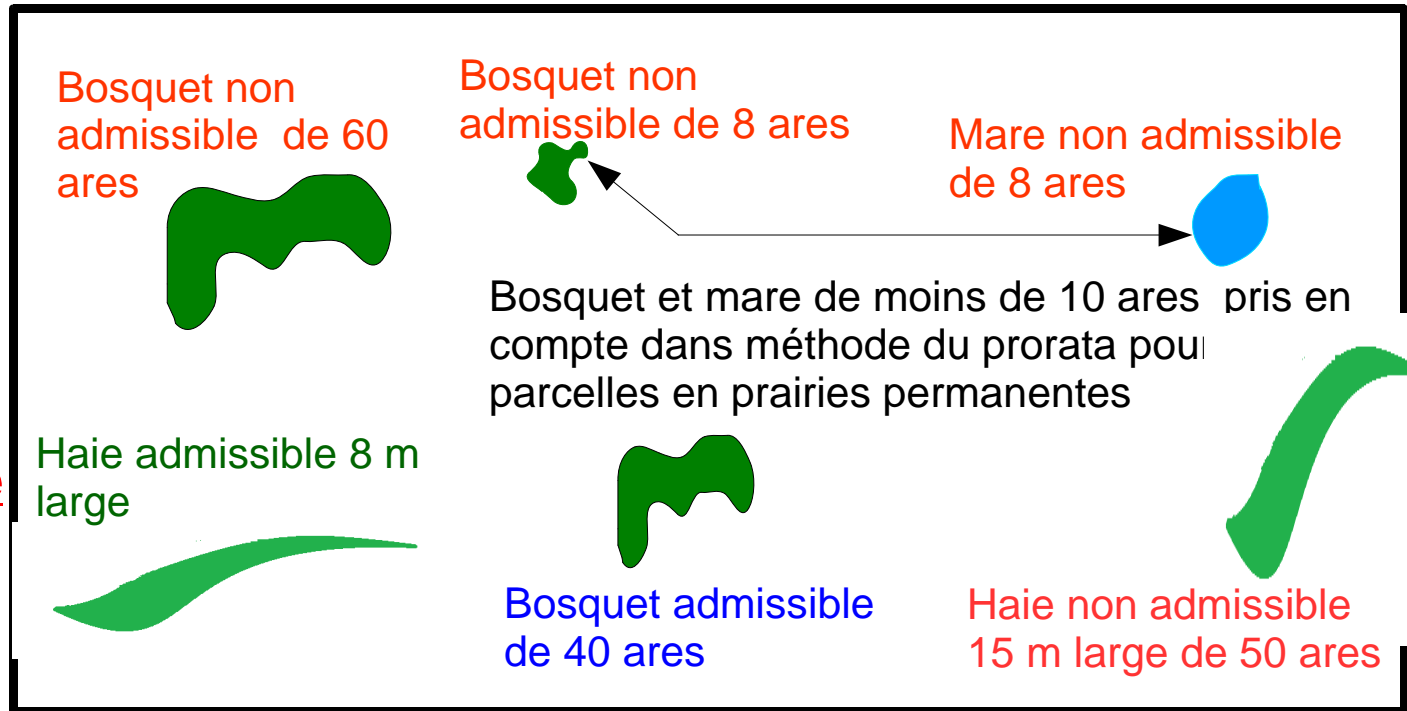


# Calcul de la surface admissible de la parcelle pour les parcelles en prairies permanentes (dont PT5)

Surface admissible de la parcelle = surface parcelle - éléments de paysage non admissibles **de plus de 10 ares** et/ou bâti non admissible

Surface parcelle  
: 7 ha

Surface non admissible  
: 1,10 ha



Surface admissible parcelle : 7 ha – 1,10 ha = 5 ha 90  
surface sur laquelle on va appliquer un prorata pour le paiement des aides



# Calcul surface admissible pour les PP (suite)

1/ Surface admissible parcelle : 7 ha – 1, 10 ha = 5 ha 90 sur laquelle appliquer le prorata

2/ Calculer la part d'éléments de paysage non admissibles de moins de 10 ares = mare (8 ares) et bosquet (8 ares)

$$= (0,16 * 100) / 5,90 = 2,71 \%$$

3/ Cette part détermine le taux de paiement de l'aide qui sera appliqué sur cette parcelle

Pourcentage de surface couverte par des éléments de paysage non admissible de moins de 10 ares	Taux de paiement applicable sur la surface admissible
0%-10 %	100 %
10%-30%	80 %
30%-50%	60 %
50%-80%	35 %
Plus de 80 %	0 %

**Une classe de prorata vous sera proposé sous TELEPAC (IGN)**

30



# Rappel : plan FEAGA 2014

Refus d'apurement de l'Europe ( 2,7 milliards d' euros) pour non respect des exigences communautaires dans l'instruction des dossiers PAC

Avant 2014 :

Instruction des déclarations PAC sur la base du « déclaratif » de l'exploitant pour l'admissibilité des éléments du paysage (haies, bosquets, mares...)

A partir de 2014 :

Vérification de l'admissibilité des éléments du paysage par photo-interprétation du registre parcellaire graphique en fonction de l'arrêté BCAE en vigueur

Les haies, bosquets, lisières, mares sont donc tous mesurés et qualifiés d'admissibles ou de non admissibles



# Rappel : plan FEAGA 2014

## Moyens exceptionnels mis en œuvre à la DDT25 :

81 vacataires recrutés

Echange systématique par mail et téléphone lors de l'instruction du RPG en cas d'anomalie de surface non admissible

## Délais de paiement des aides tenus dans le Doubs

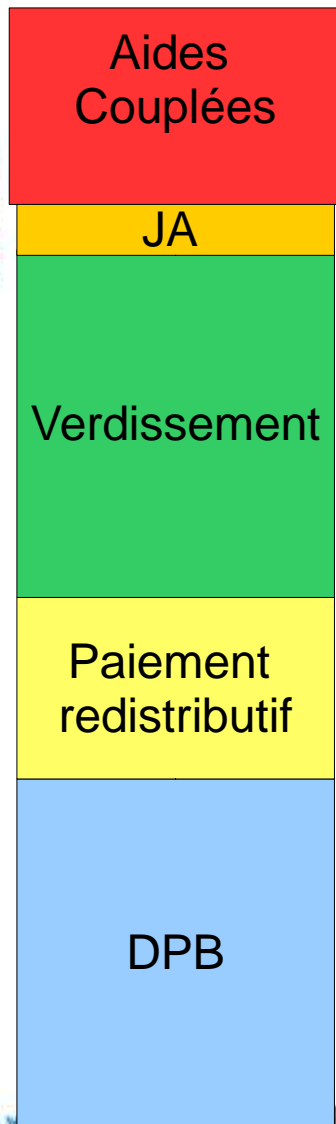
Impact médian faible (32€ pour DPU) et anomalies sur 0,4 % de la SAU

Le plan FEAGA mis en œuvre dans tous les départements a permis de faire diminuer le refus d'apurement opposé par la Commission européenne de 2,7 milliards d'euros à 984M€ pour période 2008-2012

**Plan FEAGA différent des contrôles sur place (dont télédétection) réalisés par l'Agence de Service et de Paiement (organisme payeur et contrôleur certifié par la commission)**



### 3. Paiement redistributif, soutenir les exploitations riches en emplois



Une enveloppe pour financer une « surprime » des 52 premiers hectares de:

→ **5%** de l'enveloppe des aides directes en 2015, soit **26€/Ha**,

→ **10%** de l'enveloppe des aides directes en 2016, soit **50€/Ha**,

→ une évaluation pour fixer le niveau de l'enveloppe pour 2017 et 2018,

→ avec l'objectif de **20% en 2018** soit **100€/Ha**

Application de la « nouvelle »

transparence des GAEC

# Focus transparence des GAEC

Reconnus par la réglementation européenne

Suppression des parts PAC et ICHN actuelles

Transparence appliquée au paiement redistributif, à l'ICHN, aux soutiens couplés

Prise en compte de la notion de « portion » d'exploitation » c'est à dire de la **répartition des parts sociales dans le GAEC**

A déclarer dans TéléPAC



# Exemple : application transparence des GAEC au paiement redistributif

GAEC de 116 Ha à 2 associés détenant respectivement 40% et 60 % du capital social

**Paiement redistributif sur chacune des 2 portions de l'exploitation dans la limite de 52 Ha par portion**

Associé 1 :  $40\% * 116 = 46,4$  Ha

Associé 2 :  $60\% * 116 = 69,6$  Ha plafonnés à 52 Ha

**Paiement redistributif applicable sur :  $46,4 + 52 = 98,4$  Ha**

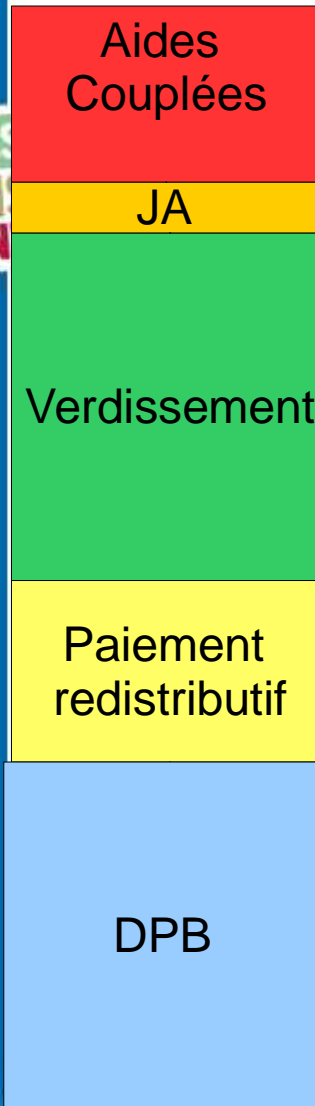
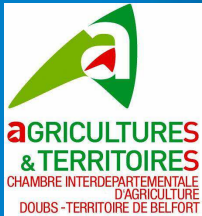
En 2015 : paiement redistributif =  $98,4 * 26\text{€} = 2\,558\text{€}$

En 2019 : paiement redistributif =  $98,4 * 100\text{€} = 9\,840\text{€}$

Hypothèse retenue en 2019 : paiement redistributif à 20 % et paiement DPB = 34 %



# 5. Installation (« bonus JA »), une PAC plus jeune



Paiement ouvert dans le cadre du premier pilier à hauteur de **1% du budget des aides directes (majoration des DPB)**

## Un ciblage sur les JA :

- de moins de 40 ans au moment de la première demande de DPB,
- qui s'installe ou s'est installé depuis moins 5 ans,
- ayant un niveau de formation de niveau IV ou une validation des acquis de l'expérience

- **Forfait estimé à 70€/ha attribué aux 34 premiers DPB activés pendant 5 ans**

